



CHAPITRE 171

Loi constituant en corporation les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

[Sanctionnée le 19 janvier 1961]

CHAPTER 171

An Act to incorporate the Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

[Assented to 19th January 1961]

Préambule.

ATTENDU que les révérendes mères Marie-Régina Blanchette, en religion Mère Saint-Zéphirin, Marie-Berthe Méthot, en religion Mère Marie de l'Eucharistie, Anne-Marie Rhéaume, en religion Mère Saint-Augustin, respectivement supérieure, assistante et maîtresse des novices du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'il existe actuellement en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus un monastère de Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin connu sous le nom de Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus;

Que ce monastère a été fondé, le 8 septembre 1873, par Monseigneur Elzéar Taschereau;

Que ce monastère est actuellement possédé et administré par "l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec", corporation constituée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, modifiée par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 142;

Qu'il paraît nécessaire de séparer les biens qui servent à l'hôpital de ceux qui servent au monastère, et qu'une nouvelle corporation soit constituée pour détenir et administrer les biens du monastère;

Qu'il convient que cette nouvelle corporation soit dotée de pouvoirs appropriés;

Preamble.

WHEREAS the Reverend Mothers Marie-Régina Blanchette, in religion Mother Saint-Zéphirin, Marie-Berthe Méthot, in religion Mother Marie de l'Eucharistie, Anne-Marie Rhéaume, in religion Mother Saint-Augustin, respectively superior, assistant and mistress of novices of the Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, have, by their petition, represented:

That there now exists in the parish of Sacré-Cœur de Jésus a monastery of Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin known by the name of Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus;

That such monastery was founded on the 8th of September 1873 by Monsignor Elzéar Taschereau;

That such monastery is now owned and operated by L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, a corporation constituted by the act 55-56 Victoria, chapter 94, amended by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 142;

That it seems necessary to separate the property used by the hospital from that used by the monastery, and that a new corporation be constituted to hold and manage the property of the monastery;

That it is expedient that such new corporation be granted suitable powers;

Que le conseil de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec a consenti à la présente loi à une réunion tenue le dix-huit octobre mil neuf cent soixante;

Que tous les membres du monastère ont également consenti à la présente loi;

Que son Excellence Monseigneur Maurice Roy, archevêque de Québec, a donné son assentiment à la présente loi;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

That the council of L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec consented to this act at a meeting held on the eighteenth of October, nineteen hundred and sixty;

That all the members of the monastery also consented to this act;

That His Excellency Mgr Maurice Roy Archbishop of Quebec, consented to this act;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Constitution.

1. Est par la présente loi constituée une corporation, ci-après appelée "la corporation", sous le nom de "Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec".

1. A corporation, hereinafter called the "corporation", is created by this act under the name of "Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec". Incorporation.

Siège social.

2. Le siège social de la corporation est en la paroisse civile du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec.

2. The corporate seat of the corporation shall be in the civil parish of Sacré-Cœur de Jésus, in Quebec. Corporate seat.

Membres.

3. Sont de droit membres de la corporation les personnes qui sont ou deviendront membres de la communauté religieuse dite Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, tant qu'elle demeureront membres de ladite communauté.

3. The persons who are or shall become members of the religious congregation called Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, as long as they shall remain members of the said congregation, are of right members of the corporation. Members.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'assistance, l'hospitalisation, l'enseignement et l'éducation.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity, welfare, hospitalization, instruction and education. Objects.

Pouvoirs corporatifs.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires, et spécialement les suivants:

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following: Corporate powers.

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

a. to have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

b. to appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des hôpitaux, lieux de repos, résidences de religieuses, jувénats, noviciats, maisons d'éducation, établisse-

d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage hospitals, rest homes, residences for nuns, juvenates, novitiates, educational and teaching es-

ments d'enseignement, musées, lieux de retraite et chapelles;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts d'argent par tout mode reconnu en loi;

g) hypothéquer ou nantir des immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou d'autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou des valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommis, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à la sienne, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, tout legs ou toute autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) établir et maintenir des cimetières sur ses propriétés et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi concernant les inhumations et exhumations (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 316), et tenir les

tablishments, museums, retreats and chapels;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. to borrow money on its credit by any method recognized by law;

g. to hypothecate or pledge immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporates Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace it;

j. to invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

k. to assist any person pursuing any object similar to its own, cede any property gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. to accept any gift, legacy or other liberality;

m. to acquire, possess, administer and alienate any moveable or immovable property by all legal methods and under any title;

n. to establish and maintain cemeteries on its properties and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 316), and keep the registers recording the burials and exhumations

registres constatant les inhumations et les exhumations qui y sont faites; le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec désigne le ministre du culte autorisé à tenir ces registres;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de pareils ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres et des personnes à son service;

q) vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée; et spécialement céder aux conditions qu'elle fixe, gratuitement ou non, à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, corporation constituée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, et ses amendements, les biens ou une partie d'iceux servant aux fins qu'elle poursuit;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de sa fin, les mettre à exécution, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, toute ordonnance, tout ordre ou règlement, toute autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui peut paraître de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toute procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

there made; the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Quebec shall appoint the officiating minister authorized to keep such registers;

o. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. to provide for the education, instruction, sustenance and support of its members and of persons in its service;

q. to sell, cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously or for any consideration deemed sufficient and in particular to cede, on such conditions as it may fix, gratuitously or not, to L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, a corporation constituted by the act 55-56 Victoria, chapter 94, and its amendments, the whole or part of the property used for the pursuance of its objects;

r. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. to solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

u) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

v) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

u. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

v. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Immoveables not used.

Règlements.

7. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant

a) sa régie interne;

b) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

c) la poursuite de ses fins d'une manière générale.

7. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting

a. its internal management;

b. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

c. the pursuit of its objects generally.

By-laws.

Approbation.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation.

Approval.

Fondations.

8. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou d'assistance, et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

8. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious, charitable or welfare purposes and consequently receive, as legal depository and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the founder, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endowments.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chacun de ces patrimoines, peut exercer tous les droits d'un propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte, indiquant en quoi il consiste.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof.

Distinct patrimony.

Contrôle.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 14 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 14 shall apply to all acts of the corporation in the exercise of the powers resulting from this section.

Control.

Dots.

9. Les dots constituées en faveur de la corporation par ou pour ses membres, tant qu'elles ne sont pas devenues la pro-

9. Settlements constituted in favour of the corporation by or for its members, as long as they have not become the perma-

Settlements.

priété définitive de cette dernière, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent et sont administrées comme telles.

ment property of the corporation, shall be considered as endowments made under the preceding section and shall be administered as such.

Pouvoirs
autorisés
par le
visiteur.

10. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, quant à son patrimoine propre et quant à ceux des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) acquérir ou aliéner des immeubles;
- b) faire de nouvelles constructions;
- c) établir, acquérir, aliéner ou abandonner une œuvre ou entreprise;
- d) accepter les fondations visées à l'article 8;
- e) exercer les pouvoirs énoncés aux paragraphes f, g, h, i, j, k, n, q, r, s, t et u, de l'article 5.

10. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

- a. to acquire or to alienate immovables;
- b. to erect new constructions;
- c. to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;
- d. to accept the endowments referred to in section 8;
- e. to exercise the powers enumerated in paragraphs f, g, h, i, j, k, n, q, r, s, t and u of section 5.

Modifi-
cations du
nom ou
siège
social au-
torisées.

11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé dans la province; avis est donné au secrétaire de la province de chacune de ces modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

11. The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change its corporate name or the place of its corporate seat, which must be located in the province; notice shall be given to the Provincial Secretary of each such change and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Fonds
d'amortis-
sement.

12. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

12. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Copie
d'actes de
fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé peut, sans frais, consulter cette copie et en prendre des extraits.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom without cost.

Visiteur.

13. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

13. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Quebec or any person appointed by him as visitor.

Pouvoirs
du
visiteur.

14. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement desdites

14. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and

œuvres et entreprises, et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire à de telles fins.

improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Engagement.

15. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter par convention les conditions, et une telle convention produit ses effets nonobstant toute loi à ce contraire, tant et aussi longtemps que le membre fait partie de la corporation.

15. Any member of the corporation may engage her activities in its service and determine by agreement the conditions thereof, and such agreement shall have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as such person remains a member of the corporation.

Services of members.

Désignation du membre.

16. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné à toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

16. Any member of the corporation may designate herself and be designated for all purposes by the name she bears in religion.

Designation of members.

Représentation.

17. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité

17. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity

Civil rights of members.

a) exercer en justice leurs recours dans les cas où les procédures n'ont pas été instituées;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them despite their capacity to continue the same.

Décès accidentel.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Accidental death.

Dissolution et compensation.

18. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution; il ne peut, non plus, réclamer de la corporation, s'il cesse d'être membre de celle-ci, une compensation pour le travail accompli alors qu'il était membre de la corporation.

18. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member, any compensation for work done while she was a member of the corporation.

Dissolution, compensation.

Conseil.

19. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil.

19. The rights and powers of the corporation shall be exercised by its council.

Council.

Composition.

Ce conseil est composé d'une supérieure, d'une assistante et de conseillères, lesquelles seront élues, nommées ou remplacées selon les règlements de la corporation dont elles font partie, ou d'autres personnes selon le changement de ces règlements.

Such council shall be composed of a superior, an assistant and councillors to be elected, appointed or replaced in accordance with the by-laws of the corporation of which they are members, or of other persons according as such by-laws may be changed.

Composition.

Déclaration.

20. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure du district où se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Registres.

21. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

a) une copie de la présente loi;

b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;

c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;

d) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre du conseil;

e) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

f) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le montant du capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Extrait.

Tout intéressé peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

Preuve par certificat.

22. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec constitue à toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

20. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in the subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

21. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

a. a copy of this act;

b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;

c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of each member and of each visitor of the corporation, indicating as regards each the date of admission or entry into office and the date of ceasing to be a member or to hold office;

d. the surname, Christian names and occupation of each member of the council of the corporation, indicating as regards each the date of her entry into office and the date when she ceased to be a member of the council;

e. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

f. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

22. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation, is a member of its council or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Dissolu-
tion.

23. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation approuvée par le visiteur de cette dernière, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*. Advenant cette dissolution, les biens de la corporation, après le paiement de ses obligations et après qu'il a été pourvu à la subsistance de ses membres seront dévolus à La Fédération des Monastères des Chanoinesses Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin.

23. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations and provision for the subsistence of its members, shall revert to La Fédération des Monastères des Chanoinesses Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin.

Signature.

24. La signature des chèques et des autres effets de commerce par la supérieure ou par l'économe, dûment autorisée par les règlements de la corporation, liera ladite corporation.

24. Cheques and other negotiable instruments signed by the superior or the bursar, duly authorized by the by-laws of the corporation, shall bind the corporation.

Idem.

La signature des obligations (debentures) par la supérieure et l'économe, dûment autorisées par un règlement de la corporation, liera également la corporation.

Bonds or debentures signed by the superior and the bursar, duly authorized by a by-law of the corporation, shall also bind the corporation.

Idem.

Pour lier ladite corporation, les contrats devront être signés par la supérieure et tous les autres membres du conseil, sous la réserve du pouvoir qu'aura la corporation, en vertu de l'article 7, de donner à certains de ses membres une procuration à cette fin.

In order to bind the said corporation, contracts must be signed by the superior and all the other members of the council, subject to the power of the corporation under section 7 to give to certain of its members a power of attorney for such purpose.

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

25. This act shall come into force on the day of its sanction.